

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/ATG/2
G/SCM/N/1/ATG/2
19 mars 2002
(02-1414)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS **AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE** **L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS**

ANTIGUA-ET-BARBUDA

Le Ministère du développement économique, du commerce et de l'industrie d'Antigua-et-Barbuda a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 janvier 2002.

LOIS D'ANTIGUA-ET-BARBUDA

Droits de douane (Dumping et subventions)

CHAPITRE 126

LOI RELATIVE AUX DROITS DE DOUANE (DUMPING ET SUBVENTIONS)

Table des matières

Article

1. Titre abrégé
 2. Interprétation
 3. Circonstances dans lesquelles des droits de douane peuvent être imposés
 4. Décret imposant des droits
 5. Allègement des droits
 6. Ristourne, etc., de droits
 7. Pouvoir d'exiger que les importateurs fournissent des renseignements
 8. Détermination du prix à l'exportation
 9. Détermination de la juste valeur marchande
 10. Interprétation des mentions du pays d'origine, etc.
 11. Règlements
-

DROITS DE DOUANE (DUMPING ET SUBVENTIONS)

(1^{er} juillet 1959)

Titre abrégé 1. Loi relative aux droits de douane (dumping et subventions).

Interprétation 2. Dans la présente loi:

l'expression "juste valeur marchande" s'entend du prix déterminé conformément à l'article 9;

l'expression "Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce" s'entend de l'Accord conclu à Genève en 1947;

le mot "importateur" s'entend du propriétaire ou de toute personne en possession d'une marchandise ou la détenant au nom d'un tiers entre le moment de son importation et celui de son dédouanement.

Circonstances
dans lesquelles
des droits de
douane peuvent
être imposés

3. 1) Lorsqu'il est d'avis:
- a) que des marchandises quelconques sont ou ont été importées à Antigua-et-Barbuda dans des circonstances qui conduisent à les considérer, en vertu de la présente loi, comme ayant fait l'objet d'un dumping; ou
 - b) qu'un gouvernement ou qu'une autre autorité extérieure à Antigua-et-Barbuda a subventionné des marchandises quelconques qui sont en cours d'importation ou ont été importées à Antigua-et-Barbuda et que, tout bien considéré, cela serait dans l'intérêt du pays,

le gouvernement peut exercer le pouvoir que lui confère la présente loi d'imposer et de moduler des droits de douane de la manière qu'il juge nécessaire pour compenser le dumping ou la subvention,

Étant entendu toutefois que, lorsqu'il n'est pas convaincu que le dumping ou le subventionnement a pour effet de causer ou de menacer de causer un dommage important à une branche de production nationale ou de retarder sensiblement la création d'une branche de production nationale, le gouvernement n'exerce pas ce pouvoir s'il estime que cela serait incompatible avec les dispositions en vigueur de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

2) Aux fins de la présente loi, les marchandises importées seront réputés avoir fait l'objet d'un dumping:

- a) si le prix à l'exportation dans le pays d'origine est inférieur à leur juste valeur marchande dans ce pays; ou
- b) lorsque le pays à partir duquel les marchandises ont été exportées vers Antigua-et-Barbuda est différent du pays d'origine:
 - i) si le prix à l'exportation dans le pays d'origine est inférieur à leur juste valeur marchande dans ce pays; ou
 - ii) si le prix à l'exportation dans le pays à partir duquel les marchandises ont été exportées est inférieur à leur juste valeur marchande dans ce pays.

3) Dans la présente loi, on entend par subventionnement le fait d'accorder directement ou indirectement une prime ou une subvention à la production ou à l'exportation de marchandises (sous forme de don, prêt, allègement fiscal ou sous toute autre forme, que la prime ou la subvention s'appliquent directement aux marchandises ou aux matériaux qui les composent ou à autre chose) et notamment:

- a) l'octroi d'une subvention spéciale au transport d'un produit; et
- b) l'octroi d'un traitement favorable aux producteurs ou aux exportateurs dans les modalités d'application d'un contrôle des changes, lorsque ce traitement a pour effet de réduire le prix à l'exportation,

à l'exclusion des restrictions ou des taxes à l'exportation qui sont appliquées à des matériaux en provenance de pays quels qu'ils soient qui utilisent ces matériaux pour la production de leurs marchandises.

**Décrets
imposant des
droits**

4. 1) En vertu de la présente loi, le gouvernement est habilité à imposer par décret des droits de douane exigibles au moment de l'importation des marchandises et à fixer le taux de ces droits.

2) La désignation des marchandises dans un tel décret inclura le pays d'origine ou le pays d'exportation.

3) Sous réserve du paragraphe 2), un décret pris au titre du présent article peut comporter les dispositions que le gouvernement juge nécessaires aux fins de la présente loi en ce qui concerne la désignation des marchandises passibles de droits et les circonstances dans lesquelles des droits sont exigibles, et notamment:

- a) des dispositions limitant l'application du décret aux personnes ou aux organisations qui ont produit les marchandises ou étaient intéressées à la production des marchandises d'une manière ou d'une autre;
- b) des dispositions fixant le taux des droits en fonction de la valeur des marchandises, de leur poids ou d'une autre unité de mesure;
- c) des dispositions prescrivant que les droits seront appliqués pour un temps donné de manière continue ou non, ou pour une durée illimitée, ou à des taux différents selon les périodes; et
- d) s'agissant de l'entrée en vigueur, de la modification ou de la suppression des droits, des dispositions en autorisant le remboursement, s'il est établi que les conditions prescrites sont remplies.

4) Les droits exigibles en vertu de la présente loi s'ajoutent aux autres droits de douane dont sont passibles les marchandises et, nonobstant les dispositions des autres lois en vigueur à Antigua-et-Barbuda, le prélèvement de droits au titre de la présente loi ne modifie en rien l'obligation d'acquitter les droits de douane exigibles en vertu d'une autre loi, ni le montant de ces droits.

**Allègement des
droits**

5. 1) S'il est d'avis qu'un allègement devrait être accordé au titre du présent article concernant des droits qui ont été imposés par un décret relevant de la présente loi (s'agissant d'un décret antidumping), le gouvernement peut, s'il le juge utile, invoquer le présent article dans ce décret ou dans un décret ultérieur pris en vertu de la présente loi.

2) Lorsque le présent article est d'application, l'importateur de marchandises passibles de droits parce qu'elles sont originaires ou exportées d'un pays donné peut demander au gouvernement un allègement desdits droits.

3) Si, après avoir examiné une demande en ce sens, le gouvernement est convaincu que le prix à l'exportation des marchandises majoré du montant des droits dépasse la juste valeur marchande des marchandises dans le pays en question, il informe le Contrôleur des douanes du montant du trop-perçu et celui-ci réduit ou rembourse les droits jusqu'à concurrence de ce montant.

4) Une demande ne peut être présentée au titre du présent article plus de six mois après que les droits ont été acquittés; le requérant doit fournir les renseignements et les éléments de preuve que le gouvernement peut lui demander afin de déterminer le prix à l'exportation ou la juste valeur marchande.

5) Les paragraphes 1) à 4) du présent article s'appliquent à des droits imposés par un décret relevant de la présente loi (s'agissant d'un décret d'imposition de droits compensatoires), comme s'il était fait mention du prix à l'exportation majoré du montant éventuellement nécessaire pour compenser l'effet de la subvention lorsqu'il est fait mention de la juste valeur marchande.

6) Si, aux fins d'une demande présentée en vertu du présent article, une personne:

- a) fait une fausse déclaration sur un point important; ou
- b) produit un relevé de compte, une estimation, une déclaration ou un autre document, qui est faux sur un point important,

le montant de la réduction ou du remboursement est recouvrable par la Couronne et, si la déclaration a été faite ou que le document a été produit en connaissance de cause ou avec témérité, cette personne encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une peine de prison n'excédant pas trois mois ou une amende n'excédant pas 5 000 dollars.

**Ristourne, etc.
sur les droits**

6. 1) Le gouvernement peut, dans les circonstances et sous réserve des conditions qu'il peut préciser, accorder par décret une ristourne en ce qui concerne tous les droits ou une partie des droits prélevés conformément à la présente loi sur l'exportation de marchandises.

2) La ristourne peut s'appliquer aux droits qui ont été acquittés sur les marchandises ou sur les matériaux qui entrent dans leur fabrication et son taux est fixé de la manière indiquée par le gouvernement.

**Pouvoir
d'exiger que les
importateurs
fournissent des
renseignements**

7. 1) Le Contrôleur des douanes peut demander à l'importateur de lui communiquer sous la forme qu'il peut prescrire des faits concernant les marchandises ou le dossier dans la mesure où il le juge nécessaire pour déterminer si les marchandises sont originaires du pays mentionné dans le décret relevant de la présente loi ou pour déterminer quel est le pays d'exportation, et il peut lui demander de prouver ses déclarations. Si la preuve présentée n'emporte pas la conviction du Contrôleur ou si les faits demandés ne sont pas communiqués, les marchandises seront réputées être originaires ou avoir été exportées du pays désigné comme tel par le Contrôleur.

Étant entendu que le Contrôleur des douanes ne demandera une preuve établissant le pays d'origine que pour les marchandises exportées qui sont passibles de droits en vertu de la présente loi, conformément aux instructions du gouvernement.

2) Lorsqu'un décret relevant de la présente loi circonscrit la désignation des marchandises passibles de droits en vertu de la présente loi ou les circonstances dans lesquelles des droits sont exigibles de telle sorte que la question de savoir si des droits sont imposables dépend d'autres facteurs en sus du pays d'origine ou du pays d'exportation, le Contrôleur des douanes peut aussi demander à l'importateur de lui communiquer sous la forme qu'il peut prescrire les faits qu'il juge nécessaires pour statuer en l'espèce, et il peut lui demander de prouver ses déclarations. Si la preuve présentée n'emporte pas la conviction du Contrôleur ou si les faits demandés ne sont pas communiqués, ceux-ci seront réputés être tels qu'établis par le Contrôleur.

**Détermination
du prix à
l'exportation**

8. Pour les marchandises importées à Antigua-et-Barbuda, le prix à l'exportation du pays d'origine ou du pays d'exportation est déterminé comme suit:

- i) Si les marchandises sont importées aux termes d'un contrat de vente, conclu dans des conditions de pleine concurrence entre un acheteur et un vendeur indépendants l'un de l'autre et que le gouvernement a acquis une certitude quant à ce fait, quant au prix de vente et quant aux autres facteurs pertinents, le prix à l'exportation est le prix de cette vente, déduction faite des frais d'assurance et de transport entre le port d'expédition ou le lieu d'exportation et le port de destination ou le lieu d'importation ainsi que de tous les autres frais, impositions ou dépenses payés relativement aux marchandises après qu'elles ont quitté le port d'expédition ou le lieu d'exportation, sauf si ces frais, impositions ou dépenses doivent être pris en charge séparément par l'acheteur.
- ii) Si le paragraphe i) n'est pas d'application, le gouvernement détermine le prix à l'exportation sur la base de la vente des marchandises (ou de n'importe quelle autre marchandise dans laquelle les premières ont été incorporées) qu'il choisit en apportant les rectifications qu'il juge appropriées.

**Détermination
de la juste
valeur
marchande**

9. Aux fins de la présente loi, la juste valeur marchande est déterminée de la manière suivante:

- i) Sous réserve du paragraphe ii), la juste valeur marchande s'entend du prix auquel les marchandises désignées (c'est-à-dire des marchandises identiques ou comparables) sont vendues pour la consommation ou l'utilisation dans le pays en question au cours d'opérations commerciales normales, sous réserve des rectifications qu'il peut être nécessaire d'apporter pour tenir compte des différences dans les conditions de vente, des différences de taxation et des autres différences, cela afin que la comparaison entre la juste valeur marchande et le prix à l'exportation porte effectivement sur les prix de deux ventes similaires.

- ii) S'il est d'avis que les marchandises désignées ne sont pas vendues dans le pays en question ou que les circonstances ne permettent pas d'en déterminer la juste valeur marchande conformément au paragraphe i), le gouvernement détermine cette valeur en fonction du prix à l'exportation pratiqué par le pays en question, en apportant les rectifications visées au paragraphe i) ou, s'il le juge utile, en se fondant sur le coût de production ou sur le coût de production estimatif des marchandises faisant l'objet d'un dumping, majoré des frais de commercialisation et des bénéfices qu'il juge appropriés.
- iii) Aux fins du présent article, il n'est pas tenu compte des restrictions ou des taxes à l'exportation qui sont appliquées à des matériaux, dans le but de favoriser les producteurs nationaux qui utilisent ces matériaux pour la production de leurs marchandises.

**Interprétation
des mentions
du pays
d'origine, etc.**

10. 1) Aux fins de la présente loi, les marchandises seront réputées être originaires d'un pays:

- a) si elles ont été entièrement produites dans ce pays; ou
- b) si des étapes de la production ont été effectuées dans ce pays et que leur coût, eu égard à celles qui seront éventuellement réalisées après que les marchandises auront quitté le pays (mais avant leur importation à Antigua-et-Barbuda), est inférieur à 25 pour cent du coût de production des marchandises dans l'état où elles sont importées; ou
- c) si des étapes de la production des éléments ou des matériaux entrant dans la fabrication des marchandises ont été effectuées dans ce pays et que leur coût après que les éléments ou les matériaux auront quitté le pays pour entrer dans la fabrication des marchandises qui seront importées à Antigua-et-Barbuda est inférieur à 25 pour cent du coût de production des marchandises dans l'état où elles sont importées.

2) Lorsqu'il y a des doutes quant au prix à l'exportation et que des étapes de la production, soit des marchandises, soit des éléments ou des matériaux qui entrent dans leur fabrication, ont été réalisées après qu'elles ont quitté leur pays d'origine, le gouvernement déduit le coût de ces étapes du prix en fonction duquel il détermine le prix à l'exportation; la juste valeur marchande est alors la juste valeur marchande des marchandises ou, selon le cas, des éléments ou des matériaux à leur sortie du pays.

3) Toute mention dans la présente loi du pays d'origine renvoie à l'un ou l'autre pays, lorsque plusieurs pays répondent à cette description.

Règlements

11. Aux fins de la présente loi, le gouvernement peut établir des règlements qui prescrivent:

- a) les frais, impositions et dépenses dont il doit être tenu compte pour déterminer le coût de production ou celui d'une étape de la production;

- b) les modalités de détermination du coût de production lorsque différentes étapes sont effectuées par différentes personnes;
 - c) les modalités de détermination du coût des différentes étapes de la production.
-